

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

10 décembre 2010

PROPOSITION DE LOI

**supprimant les cotisations de sécurité sociale
appliquées aux primes accordées
pour le travail posté, le travail de nuit
et le travail irrégulier**

(déposée par Mmes Nahima Lanjri
et Sonja Becq et M. Stefaan Vercamer)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

10 december 2010

WETSVOORSTEL

**tot afschaffing van de sociale
zekerheidsbijdragen op premies toegekend
voor ploegenarbeid, nachtarbeid
en onregelmatige arbeid**

(ingedien door de dames Nahima Lanjri
en Sonja Becq en de heer Stefaan Vercamer)

RÉSUMÉ

Les auteurs estiment que la forte taxation des primes accordées pour le travail posté, le travail de nuit et les prestations irrégulières handicape les entreprises belges par rapport aux entreprises des pays voisins.

La présente proposition vise dès lors à exempter ces primes des cotisations personnelles et patronales.

SAMENVATTING

Volgens de indiensters zorgt de hoge belasting op premies voor ploegenarbeid, nachtarbeid en onregelmatige prestaties voor concurrentieproblemen met de ons omringende landen.

Met dit voorstel wensen de indiensters deze premies vrij te stellen van zowel werknemers- als werkgeversbijdragen.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Démocratique en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
LDD	:	Lijst Dedecker
PP	:	Parti Populaire
<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000: Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA: Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV: Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV: Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV: Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN: Plenum
COM:	Réunion de commission	COM: Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT: Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		
<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>		

Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail: publications@laChambre.be	Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel.: 02/ 549 81 60 Fax: 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail: publicaties@deKamer.be
--	---

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend, en l'adaptant, le texte d'une proposition déposée antérieurement au Sénat (*Doc. Parl. Sénat 2007, n° 4-204/1*).

De nombreuses entreprises ou organisations appliquent des régimes atypiques de travail posté et de travail de nuit dans le cadre de l'organisation de leurs activités, et ce, pour des raisons techniques (processus continu), économiques (occupation optimale de la capacité disponible, fluctuation de la demande, etc.) ou même médicales (secteur médical, soins de santé).

Le travail posté et le travail de nuit sont très fréquents dans l'économie belge.

Il ressort par exemple des chiffres disponibles qu'en 2000, environ 309 593 salariés exerçaient l'une ou l'autre forme de travail posté.

S'il concerne surtout les ouvriers (184 737 personnes), le travail posté est également le fait d'un nombre important d'employés (65 048 personnes) et même d'agents du secteur public (55 297 personnes).

Par secteurs, le travail posté est le plus représenté dans l'industrie (163 899 — essentiellement des hommes), les soins de santé et l'aide sociale (51 573 — principalement des femmes), et les transports, l'entreposage et les communications (31 982). Le travail posté apparaît dans quasiment chaque secteur économique. Force est également de constater que ce sont généralement les personnes les moins qualifiées qui travaillent en équipes.

Selon les chiffres du Steunpunt WAV, en Belgique, 434 929 travailleurs ont exercé un travail de nuit en 2000, ce qui correspond à 13,1 % des travailleurs. On constate ici également une surreprésentation des hommes et des personnes peu qualifiées.

Pour le travail posté et le travail de nuit, la plupart des entreprises et des organisations accordent, en principe, une prime, en plus du salaire de base (salaire horaire ou mensuel).

Dans le secteur non marchand, on parle de "primes pour prestations irrégulières". La notion de "prestations irrégulières" recouvre généralement les prestations effectuées les dimanches et jours fériés, le travail de nuit et les prestations interrompues (alternantes).

Les primes sont considérées comme une sorte de compensation pour les désagréments et les inconvénients.

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt, in aangepaste vorm, de tekst over van een eender in de Senaat ingediende voorstel (*Parl. St. Senaat 2007, nr. 4-204/1*).

Heel wat ondernemingen of organisaties maken gebruik van atypische stelsels van ploegenarbeid en nachtarbeid in de organisatie van hun activiteit. Uit technische noodzaak (continu proces), economische noodzaak (optimale bezettingscapaciteit, schommelingen in de vraag, enz.) of zelfs medische redenen (medische sector, zorg).

Ploegenarbeid en nachtarbeid zijn prominent aanwezig in de Belgische economie.

Uit cijfers blijkt bijvoorbeeld dat in 2000 ongeveer 309 593 loontrekenden een of andere vorm van ploegenarbeid verrichten.

Het gaat hierbij voornamelijk om arbeiders (184 737), maar niet uitsluitend. Ook bij bedienden (65 048) en zelfs in de openbare sector (55 297) vinden we in belangrijke mate ploegenarbeid terug.

Naar sectoren, is ploegenarbeid het sterkst vertegenwoordigd in de industriële sector (163 899 — hoofdzakelijk mannen), de gezondheidssector en de maatschappelijke dienstverlening (51 573 — in belangrijke mate vrouwen) en de sector vervoer, opslag en communicatie (31 982). Bijna in elke economische sector komt ploegenarbeid voor. Treffend is ook dat het veelal lager geschoolden zijn die in een ploegensysteem werken.

Volgens cijfers van het steunpunt WAV verrichten in België 434 929 werknemers nachtarbeid in 2000, hetgeen overeenkomt met 13,1 % van de werknemers. Ook hier is een oververtegenwoordiging van mannen en lagergeschoolden vast te stellen.

Voor het verrichten van ploegenarbeid en nachtarbeid kennen de meeste ondernemingen en organisaties in principe een premie toe, bovenop het basisloon (uurloon of maandloon).

In de non-profitsector spreekt men overigens van "premies voor onregelmatige prestaties". Onder het begrip "onregelmatige prestaties" vallen doorgaans de prestaties op zon- en feestdagen, nachtwerk en onderbroken (wisselende) prestaties.

De premies worden beschouwd als een vorm van compensatie voor de ongemakken en de nadelen die

nients liés au travail posté et au travail effectué à des moments atypiques. De toute évidence, ces conditions de travail anormales représentent souvent pour les familles un surcoût financier et social considérable.

Le montant de la prime et son mode de calcul peuvent varier sensiblement d'un secteur à l'autre et d'une entreprise à l'autre.

Charges sociales

À l'instar du salaire de base, la prime est soumise, d'une part, aux cotisations de sécurité sociale de l'employeur et du travailleur et, d'autre part, à l'impôt sur les revenus.

La prime est taxée au taux plein (sans plafond). Cette taxation, combinée à la taxation progressive dans le cadre de l'impôt des personnes physiques, fait que le travailleur perçoit parfois moins de la moitié de la prime. Il n'est pas logique de taxer si lourdement les primes accordées, par exemple, pour le travail posté, étant donné qu'elles ne sont pas considérées comme une rémunération normale, mais comme une indemnité supplémentaire accordée pour le travail effectué dans des circonstances exceptionnelles.

La forte taxation du travail atypique pose également des problèmes en matière de concurrence avec nos pays voisins, où les primes accordées pour le travail posté ou le travail de nuit ne sont pas taxées ou le sont nettement moins. C'est ainsi qu'en Allemagne, les primes ne sont absolument pas taxées lorsqu'il s'agit d'un travail de nuit posté, ce qui constitue un désavantage concurrentiel direct dans les secteurs industriels, désavantage qui s'ajoute au handicap des charges salariales que doit déjà supporter notre économie.

Un exemple concret permet d'illustrer clairement les conséquences de cette situation. Une entreprise flamande paie, pour un type de travailleur déterminé, 14 179 euros (572 000 francs belges) par an en primes d'équipe (en ce compris les cotisations patronales de sécurité sociale); le travailleur, lui, ne garde que 4 536 euros (183 000 francs belges) de cette somme, soit un peu moins du tiers. Son homologue allemand (travaillant également dans un régime posté similaire) reçoit 4 883 euros net (195 000 francs belges) en primes d'équipe, mais celles-ci ne coûtent que 5 899 euros (238 000 francs belges) à son employeur. La différence entre le coût salarial et le salaire net est donc neuf fois plus importante en Belgique qu'en Allemagne. Cette différence résulte, pour 43 %, du fait que les cotisations patronales à payer sur le salaire sont plus importantes en Belgique, et, pour 57 %, du fait que les impôts et

het werk in ploegen en op atypische tijdstippen met zich meebrengt. Het is duidelijk dat voor gezinnen deze abnormale arbeidsomstandigheden vaak een belangrijke financiële en sociale meerkost uitmaken.

De hoogte van de premie en de wijze waarop ze wordt berekend kan sterk verschillen van sector tot sector en van bedrijf tot bedrijf.

Sociale lasten

Net zoals het basisloon, is de premie onderworpen aan enerzijds socialezekerheidsbijdragen van werkgever en werknemer, en anderzijds aan inkomstenbelasting.

De premie wordt belast aan het volledige tarief (zonder plafond). Dit, samen met de progressieve heffing in de personenbelasting, maakt dat werknemers soms minder dan de helft overhouden van de premie. Het zwaar beladen van de premies voor bijvoorbeeld ploegenarbeid is onlogisch, aangezien de premie niet als normaal loon wordt aangezien maar als extra vergoeding voor werk in uitzonderlijke omstandigheden.

De hoge belasting van de atypische arbeid stelt ook problemen voor de concurrentie met de ons omringende landen, waar de premies voor ploegenarbeid of nachtarbeid niet of veel minder worden belast. Zo worden in Duitsland de premies helemaal niet belast wanneer het nachtarbeid in ploeg betreft. Dit betekent een direct competitief nadeel in de industriële sectoren, bovenop de reeds bestaande loonlastenhandicap van onze economie.

Een voorbeeld uit de praktijk maakt duidelijk wat de effecten zijn. Een Vlaams bedrijf betaalt voor een bepaald type werknemer 14 179 euro (572 000 frank) per jaar aan ploegenpremies (inclusief werkgeversbijdragen aan de sociale zekerheid); de werknemer zelf houdt hiervan slechts 4 536 euro (183 000 frank), dus iets minder dan een derde, over. De Duitse collega van deze werknemer (die in een gelijkaardig ploegenregime werkt) bekomt netto 4 833 euro (195 000 frank) aan ploegenpremies, maar dit kost zijn werkgever slechts 5 899 euro (238 000 frank). De Belgische loonwig op ploegenpremies bedraagt dus 9 maal de Duitse; het verschil moet voor 43 % gezocht worden in hogere werkgeversbijdragen op het loon en voor 57 % in hogere belastingen en werknemersbijdragen ten laste van de werknemer. Zowel het bedrijf als de werknemer zelf "betalen" in België dus voor de hoge lasten op arbeid

les cotisations sociales dus par les travailleurs sont plus élevés dans notre pays. En Belgique, tant l'entreprise que le travailleur sont donc victimes des charges élevées qui pèsent sur le travail et de l'absence d'une réglementation adaptée en matière de primes d'équipe. (Les chiffres proviennent du service d'étude du VEV).

Un autre exemple réel tiré de l'industrie chimique est encore plus parlant. Une filiale allemande d'une multinationale paie à Anvers un coût brut de 3 530 euros (142 399 francs belges) pour le salaire mensuel d'un ouvrier qui travaille à feu continu, pour un revenu brut total de 2 709 euros (109 280 francs belges), primes incluses. L'ouvrier en conserve 1 815 euros (73 216 francs belges), après paiement de ses cotisations sociales et de l'impôt.

Une filiale allemande ayant exactement la même ligne de production paie pour un ouvrier qui effectue le même travail, dans le même système de travail en équipes et avec les mêmes primes d'équipe et primes pour travail de nuit, un coût mensuel brut de 3 184 euros (128 442 francs belges), soit 346 euros (13 958 francs belges) de moins qu'à Anvers. À nouveau pour un revenu brut total de 2 709 euros (109 280 francs belges), primes incluses. L'ouvrier allemand conserve en poche 2 095 euros (84 512 francs belges), soit 280 euros (11 295 francs belges) de plus que son collègue anversois, également après paiement de ses cotisations sociales et de l'impôt des personnes physiques.

Des drames sociaux récents, comme le plan de restructurations de Ford Genk, soulignent une fois encore de façon douloureuse le problème du handicap concurrentiel dont souffrent nos entreprises et plus particulièrement celles des secteurs industriels, dont l'incidence directe et indirecte sur notre économie reste considérable.

Exonération

Une réduction ou une suppression des charges sociales pesant sur la prime d'équipe et la prime de nuit permettrait d'améliorer sensiblement la compétitivité de l'économie belge, en particulier dans le secteur industriel, qui est déjà très malmené par l'âpre concurrence étrangère et qui compte le plus grand nombre de grandes entreprises recourant au travail posté.

Une exonération peut également avoir des répercussions positives sur l'emploi dans le secteur des soins de santé, dès lors que les réductions de charges peuvent relancer assez directement l'emploi dans ce secteur (voir plus loin).

en voor het gebrek aan aangepaste regeling voor ploegenpremies. (cijfers VEV studiedienst)

Een ander reëel voorbeeld uit de chemische nijverheid is nog meer sprekend. Een Duitse vestiging van een multinational met eenzelfde productie betaalt in Antwerpen een bruto kost van 3 530 euro (142 399 frank) voor de maandwedde van een arbeider in volcontinue ploegendienst met een totaal bruto inkomen van 2 709 euro (109 280 frank) inclusief premies. De arbeider houdt hiervan zelf 1 815 euro (73 216 frank) over, na het betalen van de eigen sociale lasten en belasting.

Een Duitse vestiging met exact dezelfde productielijn betaalt voor een arbeider die hetzelfde werk verricht, in een zelfde ploegensysteem met dezelfde shiftpremies en premies voor nachtarbeid, maandelijks een bruto kost van 3 184 euro (128 442 frank), dit is 346 euro (13 958 frank) minder dan in Antwerpen. Opnieuw voor een totaal bruto inkomen van 2 709 euro (109 280 frank) inclusief premies. De Duitse arbeider houdt hiervan zelf 2 095 euro (84 512 frank) over, of 280 euro (11 295 frank) meer dan de Antwerpse collega eveneens na sociale lasten en belasting in de personenbelasting.

Recente sociale drama's zoals de herstructureringen bij Ford Genk wijzen nogmaals op een pijnlijke manier op het probleem van de concurrentiehandicap voor onze ondernemingen en meer in het bijzonder de industriële sectoren met hun nog steeds belangrijke directe en indirecte impact op onze economie.

Vrijstelling

Een verlaging of afschaffing van de sociale lasten op de ploegenpremie en de nachtpremie zou een belangrijke verbetering inhouden van de concurrentiekraft van de Belgische economie, zeker in de reeds zwaar getroffen industriële sector welke met zware buitenlandse concurrentie kampt en waar de meeste grote ondernemingen met ploegensystemen te vinden zijn.

Ook in de zorgsector kan een vrijstelling belangrijke positieve gevolgen hebben voor de tewerkstelling, aangezien in deze sector lastenverlagingen vrij direct de tewerkstelling kunnen opdrijven (zie verder).

L'exonération présente en outre l'avantage d'être un incitant permettant de remédier aux pénuries de main-d'œuvre, qui frappent souvent les métiers pour lesquels le recours au régime du travail posté ou du travail de nuit est courant.

Concrètement, nous souhaitons que les primes d'équipe et de nuit soient exonérées tant des cotisations sociales dues par les travailleurs que des cotisations sociales patronales.

Une telle exonération implique que les travailleurs (augmentation du revenu net) comme les employeurs ressentent immédiatement l'effet positif de la mesure proposée.

Le travail posté et le travail de nuit concernant à la fois les ouvriers et les employés, l'exonération peut s'appliquer aux deux catégories de personnel.

Le travail en équipes n'est pas un phénomène limité au secteur industriel ou au secteur médical (ou des soins de santé). Une exonération doit s'appliquer à tous les secteurs, d'autant qu'une réduction sélective (uniquement pour certains secteurs) pourrait susciter des problèmes en matière de concurrence loyale, dont l'Union européenne est garante.

Dans la pratique, l'avantage global de la réduction des charges sous la forme d'une exonération des cotisations sur les primes d'équipe se fera bien entendu surtout sentir dans le secteur industriel et le secteur médical (ou des soins de santé).

La mesure se fera aussi sentir relativement plus fortement dans le secteur du travail peu qualifié.

Il n'existe pas de définition légale du travail en équipes dans notre pays, mais cette notion apparaît dans les CCT et est donc utilisée dans la pratique par les interlocuteurs sociaux. On entend généralement par travail en équipes, le travail qui est accompli dans un régime de travail atypique selon lequel le travail est effectué sur une période de 24 heures en deux ou plus de deux services, par différents groupes de travailleurs (dénommés équipes) sur un même lieu de travail, un travail à peu près identique étant accompli.¹

En ce qui concerne la définition du travail de nuit, il peut être renvoyé à la législation existante en la matière (à savoir la loi du 17 février 1997 relative au travail de nuit, qui a modifié la loi sur le travail sur ce point).

¹ Eysackers, Erwin, Volcontinue ploegenarbeid in België: analyse van de bedrijfseconomische, medische en sociale impact, juni 2003, p. 9.

Een bijkomend voordeel is dat de vrijstelling een stimulans is om te verhelpen aan kraptes op de arbeidsmarkt, die vaak terug te vinden zijn in beroepen waar ploegensystemen of systemen met nachtarbeid worden toegepast.

Concreet wensen wij de premies voor ploegenarbeid en voor nachtarbeid vrij te stellen van zowel werknemers als werkgeversbijdragen.

Dit houdt in dat zowel werknemers (hoger netto-inkomen) als werkgevers een onmiddellijke stimulans ondervinden van de voorgestelde maatregel.

Ploegenarbeid en nachtarbeid komt voor bij zowel arbeiders als bedienden. De vrijstelling kan voor beiden gelden.

Ploegenarbeid is niet enkel een fenomeen van de industriële sector of de medische (of zorg-) sector. Een vrijstelling dient te gelden voor alle sectoren, temeer daar bij een selectieve verlaging (enkel voor bepaalde sectoren) problemen kunnen ontstaan met de door Europa bewaakte eerlijke concurrentie.

In de praktijk zal uiteraard het globaal voordeel van de lastenverlaging via vrijstelling van bijdragen op premies voor ploegenarbeid vooral doorwegen in de industriële sector en de medische (zorg-) sector.

De maatregel zal ook relatief sterker doorwegen voor de laaggeschoold arbeid.

Ploegenarbeid is in ons land niet wettelijk gedefinieerd, maar komt als begrip wel voor in cao's en wordt dus in de praktijk door de sociale partners gehanteerd. Doorgaans bedoelt men met ploegenarbeid de arbeid verricht in een atypische arbeidsregeling waarbij in een periode van 24 uur met twee of meer diensten gewerkt wordt door verschillende groepen werknemers (genaamd ploegen) op dezelfde arbeidsplek en waarbij ongeveer identiek werk wordt verricht¹.

Voor de omschrijving van nachtarbeid kan verwzen worden naar de bestaande wetgeving terzake (met name de wet van 17 februari 1997 betreffende de nachtarbeid welke de arbeidswet op dit punt wijzigde).

¹ Eysackers, Erwin, Volcontinue ploegenarbeid in België: analyse van de bedrijfseconomische, medische en sociale impact, juni 2003, blz. 9.

En ce qui concerne plus particulièrement le secteur des soins de santé, on observera qu'il y est fréquemment question de primes pour "prestations irrégulières". Par "prestations irrégulières", on entend généralement les prestations effectuées les dimanches et jours fériés, ainsi que les prestations de nuit et les prestations effectuées pendant un service interrompu (prestations alternantes). Afin de mieux tenir compte des spécificités des prestations atypiques effectuées dans le secteur des soins de santé, une exonération est explicitement prévue pour ces prestations irrégulières.

Il importe bien entendu de préciser que seule la prime bénéficie d'une exonération complète.

Cette exonération implique nécessairement la reconnaissance du fait que la prime ne constitue pas une rémunération normale pour le travail effectué, mais bien une rémunération spécifique (ce qui explique qu'elle soit qualifiée de "prime"), pour les désagréments liés au travail posté, au travail de nuit et aux prestations irrégulières dans le secteur des soins de santé.

Sur le plan technique, cette exonération peut être réalisée en dissociant les primes de la rémunération, en particulier, pour le calcul des cotisations sociales.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

La base retenue pour la perception des cotisations sociales est la "rémunération". La notion de rémunération utilisée pour le calcul des cotisations est analogue à la notion de rémunération définie dans la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

Du fait de l'insertion d'une exception spécifique pour le calcul des cotisations sociales dans la législation relative au régime des cotisations des travailleurs plutôt que d'une exception générale, par exemple, dans la loi concernant la protection de la rémunération, la notion de rémunération demeure, en principe, inchangée. Ce n'est que pour le calcul des cotisations des travailleurs et des employeurs que la prime n'est pas prise en compte.

L'insertion de l'exonération proprement dite permet de viser l'ensemble des secteurs et évite toute distinction entre le statut d'ouvrier et celui d'employé.

Bien que la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés ait largement vidé de son sens la loi du

Specifiek voor de zorgsector moet opgemerkt worden dat in die sector vaak wordt gesproken van premies voor onregelmatige prestaties. Onder het begrip "onregelmatige prestaties" vallen doorgaans de prestaties op zon- en feestdagen, nachtwerk en onderbroken (wisselende) prestaties. Om beter rekening te houden met de bijzondere kenmerken van de atypische arbeid in de zorgsector wordt explicet een vrijstelling ingeschreven voor deze onregelmatige prestaties.

Het is uiteraard belangrijk er op te wijzen dat enkel de premie een volledige vrijstelling geniet.

Deze vrijstelling houdt meteen ook de erkenning in van het feit dat de premie geen vorm van normaal loon voor verrichte arbeid is, maar een specifieke vergoeding (vandaar het woord "premie") voor de ongemakken die gepaard gaan met ploegenarbeid, nachtarbeid en onregelmatige prestaties in de zorgsector.

De vrijstelling kan technisch vertaald worden door de premies uit het loonbegrip te lichten, specifiek wat betreft de berekening van de sociale bijdragen.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

De basis voor de heffing van sociale bijdragen is het "loon". Het loonbegrip gehanteerd voor de berekening van de bijdragen is gelijklopend met het loonbegrip zoals omschreven in de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

Door een specifieke uitzondering te creëren voor de berekening van de sociale bijdragen in de wetgeving inzake de bijdrageregeling voor werknemers en niet een algemene uitzondering bijvoorbeeld in de loonbeschermingswet, wordt in beginsel het loonbegrip niet gewijzigd. Enkel voor de berekening van de bijdragen van werknemers en werkgevers, wordt de premie niet meegerekend.

Door de vrijstelling als dusdanig in te schrijven worden alle sectoren geviseerd en wordt geen onderscheid gemaakt naar statuut van arbeider of bediende.

Alhoewel de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers de wet van 27 juni 1969 tot herziening van

27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'exonération prévue pour les primes d'équipe et de nuit est également inscrite dans la loi initiale.

La notion de travail en équipes doit être interprétée comme un travail accompli "dans un régime de travail atypique en deux ou plusieurs services sur une période de vingt-quatre heures par différents groupes de travailleurs (dénommés équipes) sur un même lieu de travail, la nature du travail fourni étant à peu près identique." En ce qui concerne le travail de nuit, on peut renvoyer à la réglementation en vigueur en la matière.

Étant donné la spécificité des primes dans le secteur non marchand, on parle pour ce secteur de primes pour prestations irrégulières. La notion de "prestations irrégulières", fréquemment utilisée dans ce secteur, recouvre généralement les prestations effectuées les dimanches et les jours fériés, le travail de nuit et les prestations interrompues (alternantes).

Si le Roi peut prévoir des exceptions et imposer des conditions, l'exonération des cotisations sociales constitue dorénavant la règle.

Article 3

Cet article insère la même disposition spécifique dans la loi de 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders grotendeels heeft uitgehouden, wordt niettemin ook in de oorspronkelijke wet de vrijstelling voor de premies voor ploegen- en nachtarbeid ingeschreven.

Het begrip ploegenarbeid dient geïnterpreteerd te worden als arbeid verricht in een atypische arbeidsregeling waarbij in een periode van 24 uur twee of meer diensten gewerkt wordt door verschillende groepen werknemers (genaamd ploegen) op dezelfde arbeidsplek en waarbij ongeveer identiek werk wordt verricht. Voor nachtarbeid kan verwezen worden naar de geldende reglementering terzake.

Gelet op de specificiteit van de premies in de non-profitsector wordt voor deze sector verwezen naar premies voor onregelmatige prestaties. Onder het begrip "onregelmatige prestaties" dat frequent wordt gehanteerd in deze sector, vallen doorgaans de prestaties op zon- en feestdagen, nachtwerk en onderbroken (wisselende) prestaties.

De Koning kan in uitzonderingen voorzien en voorwaarden opleggen maar voortaan is de vrijstelling van sociale lasten de regel.

Artikel 3

Via dit artikel wordt dezelfde specifieke bepaling ingeschreven in de basiswet van 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Nahima LANJRI (CD&V)
Sonja BECQ (CD&V)
Stefaan VERCAMER (CD&V)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 14, § 2, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est complété d'un alinéa, rédigé comme suit:

"Pour le calcul des cotisations visées par la présente loi, ne sont pas considérées comme rémunération, les primes payées pour le travail posté, le travail de nuit et les prestations irrégulières aux travailleurs qui sont occupés habituellement et en ordre principal, dans un des régimes de travail précités, sauf dans les cas et conditions fixés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.".

Art. 3

L'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, modifié en dernier lieu par la loi du 23 décembre 2009, est complété d'un alinéa, rédigé comme suit:

"Pour le calcul des cotisations visées par la présente loi, ne sont pas considérées comme rémunération, les primes payées pour le travail posté, le travail de nuit et les prestations irrégulières aux travailleurs qui sont occupés habituellement et en ordre principal dans un des régimes de travail précités, sauf dans les cas et conditions fixés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.".

23 septembre 2010

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 14, § 2, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Voor de berekening van de bijdragen zoals bedoeld in deze wet wordt niet onder loon begrepen de premies die worden betaald voor ploegenarbeid, nachtarbeid en onregelmatige prestaties aan werknemers die gewoonlijk en hoofdzakelijk tewerkgesteld zijn in een van de voornoemde arbeidsregelingen, behalve in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.".

Art. 3

Artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 23 december 2009, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Voor de berekening van de bijdragen zoals bedoeld in deze wet wordt niet onder loon begrepen de premies die worden betaald voor ploegenarbeid, nachtarbeid en onregelmatige prestaties aan werknemers die gewoonlijk en hoofdzakelijk tewerkgesteld zijn in een van de voornoemde arbeidsregelingen, behalve in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.".

23 september 2010

Nahima LANJRI (CD&V)
Sonja BECQ (CD&V)
Stefaan VERCAMER (CD&V)